

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18125 - 70ÈME ANNÉE

Mobilisation hier à Saint-Denis

Les planteurs refusent d'être ruinés

Hier matin à l'appel de la CGPER, plusieurs centaines de planteurs ont manifesté à Saint-Denis. Ils revendiquent une convention canne d'une durée d'au moins 5 ans. Les usiniers refusent pour le moment de s'engager au-delà de 2017 pour le prix de la canne, date de la fin du quota bénéficiant au sucre réunionnais. La demande que la France doit faire à l'Europe pour débloquer la situation se fait toujours attendre. À deux mois de la coupe, c'est du jamais vu, le prix de la canne n'est pas fixé. Les planteurs refusent d'être ruinés. La ministre des Outre-mer est prévenue, la question des planteurs ne pourra pas être passée sous silence.



Le message est clair, dans 4 jours, le gouvernement changera-t-il enfin d'attitude pour donner des engagements concrets aux planteurs, ou restera-t-il dans un conditionnel qui ne rassure plus ?

À l'appel de la CGPER, les planteurs se sont donné rendez-vous hier matin devant l'ancienne gare routière de Saint-Denis. Venus de toute l'île, ils manifestent pour que la situation se débloque. À deux mois de la

coupe, la convention canne n'est toujours pas signée. Ce document fixe le prix payé par l'usinier au planteur pour acheter la canne. Compte-tenu des aides diverses, le prix réel payé par le premier est de

17 euros pour une tonne de canne, alors que le prix usine est de 39,09 euros pour une tonne ayant une richesse de 13,8.

La CGPER demande que la convention soit valable pour une période

d'au moins 5 ans, rappelle Jean-Yves Minatchy, président de la CGPER. Les usiniers refusent de s'engager sur le prix de la canne après 2017. C'est à partir de 2017 que sera supprimé le quota bénéficiant au sucre réunionnais. Jusqu'alors, les usiniers ont la garantie d'écouler tout le sucre produit sur le marché européen. L'Union européenne est en effet tenue d'intervenir pour acheter l'inventu éventuel à un prix au-dessus du cours mondial.

Au moins 5 ans de visibilité

Pour l'après 2017, la filière demande que la France augmente le niveau de la subvention de 38 millions d'euros. Le 21 août dernier, le président de la République avait donné son accord, conditionnant son application à l'autorisation de l'Union européenne. Mais à ce jour, la France n'a toujours pas fait la demande à l'Europe. Jean-Bernard Gonthier, président de la Chambre d'agriculture, indique que la France doit évaluer le plus finement possible le montant supplémentaire, afin de donner plus de chances au dossier d'être accepté. Dans l'attente du dépôt du dossier et de l'accord de l'Union européenne, la situation est bloquée. Dans deux mois c'est la coupe, et les planteurs ne savent pas à quel prix ils vendront la canne, du jamais vu pour le président de la Chambre d'agriculture.

Le dirigeant de la Chambre verte déplore également que le prix payé par EDF pour acheter de l'électricité produite par la bagasse reste inférieure à celui du fioul.

Tous ces éléments suscitent une très grande inquiétude chez les

planteurs. D'où cette mobilisation hier.

Peu avant 11 heures, les planteurs ont commencé leur défilé. Ils ont alors quitté l'ancienne gare routière pour se rendre devant la préfecture.

La seule certitude : la fin du quota

À quatre jours de la venue annoncée de la ministre des Outre-mer à La Réunion, les planteurs ont rappelé la gravité de la crise qui les menace. L'heure n'est plus aux paroles mais aux engagements fermes. Jusqu'à présent, les seules certitudes apportées par ce gouvernement sont les suivantes :

- en 2013, lors du conseil européen, le ministre de l'Agriculture a voté au nom de la France pour la suppression des quotas sucriers en 2017.
- en 2014, dans son discours de Bois-Rouge, François Hollande a confirmé que les quotas sucriers seront supprimés en 2017 et que cette décision est irréversible.

Entre temps, Dacian Ciolos, alors Commissaire européen à l'Agriculture, avait lui aussi indiqué que le quota sera supprimé en 2017, ajoutant que tout dépendra de la stratégie des propriétaires d'usine. C'était lors de sa visite à La Réunion en octobre 2013.

Tout le reste des déclarations sur les aides éventuelles apportées par le gouvernement ne sont que des engagements sous conditions. Paris peut très bien dire que c'est l'Union européenne qui décidera, c'est la règle en politique agricole.

Dans 4 jours, la représentante du gouvernement va-t-elle poursuivre



Jean-Yves Minatchy, président de la CGPER.



Jean-Bernard Gonthier, président de la Chambre d'agriculture.

dans la voie tracée par le président de la République sur ce dossier, c'est-à-dire continuer à endormir les planteurs ?

M.M.



À deux mois de la coupe, le prix de la canne n'est pas encore connu. La situation actuelle des planteurs, c'est du jamais vu pour Jean-Bernard Gonthier, président de la Chambre d'agriculture.

Edito

Des excuses publiques de François Hollande sont bien le minimum

Comme nous avons prévu, Hollande reçoit une volée de bois vert de la part des dirigeants du PCF après sa déclaration selon laquelle le "FN parle comme un tract du PCF de 1970". Au-delà de l'indignation légitime, les réactions soulignent l'indigence intellectuelle du Président de la République ainsi que son ignorance de l'Histoire de la gauche. N'a-t-il rien retenu de cette période dynamique qui construisait la victoire de l'Union de la Gauche PCF-PS-Radicaux ?

Tous les intervenants signalent qu'il est Président de la République, élu grâce aux voix communistes. Et de s'interroger sur les raisons qui l'ont conduites à commettre une telle bévue. C'est qu'il nage en plein reniement tout azimut. Contrairement à son engagement de campagne, "la finance" n'est plus son ennemi. Sa politique d'austérité frappe de larges couches. Il l'a confirmé en marge des attaques contre le PCF.

Ici, c'est pire. Malgré les enregistrements vidéos qui rappellent ses engagements vis-à-vis des Réunionnais, prononcés au Gol, à Saint Louis, en 2012, il est revenu en 2014 et n'en a plus fait référence. Il a bien changé.

Contrairement au PCF, ici, le PCR s'est engagé dès le vote des primaires citoyennes, pour retenir sa candidature. Depuis qu'il est élu, jamais il n'a considéré le PCR comme un allié ou un partenaire en dépit des 71 % des voix qu'il a recueillies aux Présidentielles de 2012.

Ce reniement politique ne sera pas modifié jusqu'au scrutin de renouvellement de 2017. Les propos anti-communistes sont des gages très subtils qu'il donne aux ultras dont ils draguent sans honte les suffrages. Son camp est tellement tétanisé que seul son porte parole, Stéphane Le Fol a tenté de minimiser la portée du scandale. Cela ne sera pas suffisant par rapport aux exigences du PCF qui réclament des excuses publiques. C'est bien-là un minimum.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Plusieurs centaines de disparus dans deux naufrages en Méditerranée

L'immigration clandestine : épine dans le pied de l'UE

Les ministres européens des Affaires étrangères se sont retrouvés, lundi 20 avril, à Luxembourg pour un sommet extraordinaire sur l'immigration clandestine. Cependant, après le naufrage survenu dans la nuit de samedi à dimanche dans les eaux libyennes, faisant des centaines de disparus, il a été découvert un autre bateau transportant plus de 300 migrants sombrant en mer Méditerranée.

« On a besoin de mesures immédiates de la part de l'UE et des États membres », a déclaré Federica Mogherini, la chef de la diplomatie européenne. Depuis dimanche, les déclarations sont acerbes et dramatiques, pour Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture et porte-parole du gouvernement, « l'Europe n'est pas à la hauteur. L'Europe n'a pas été à la hauteur. »

Des mots tout aussi durs de la part de la députée européenne Eva Joly qui parle d'une « faillite morale », prouvant « l'orientation absurde, inefficace et dangereuse » de la politique de Bruxelles en matière d'immigration. Alors que la situation reste tendue pour les 300 migrants en attente de secours en mer Méditerranée (à l'heure de la rédaction de cet article), il est à noter que La Réunion et Mayotte ne sont exemptes d'une telle situation.

Mayotte détient le record des reconduites à la frontière, car le territoire attire de plus en plus de ressortissants comoriens mais aussi de Madagascar, de Syrie et du Yémen. De plus, chaque année, de nombreux *kwassa kwassa* s'échouent dans l'Océan indien, mettant en exergue le même problème qu'au large des côtes européennes et nécessitant des mesures d'urgence.

L'UE tente de trouver une solution

Critiquée pour son laxisme sur la question, l'Union européenne a réagi rapidement après le naufrage de 700 migrants. La chef de la diploma-

tie de l'UE, l'Italienne Federica Mogherini, avait annoncé qu'elle allait « présenter une série de propositions concernant la Libye, une des principales routes du trafic illégal de migrants ». Dans un communiqué de presse, elle jugeait qu'il était temps de « prendre le problème à bras le corps ».

La chef de la diplomatie européenne a lancé : « Nous n'avons plus d'alibi » assurant également que « les tragédies de ces derniers jours, de ces derniers mois, de ces dernières années, c'en est trop ». Pourtant, la question est restée en suspens durant plusieurs décennies, toutefois le cadre législatif a évolué en fonction des drames constatés tant en mer que sur terre, notamment dans le Nord-pas-de-calais, où des migrants tentent de passer vis des camions de livraison pour aller au Royaume-Uni.

Cependant, avec l'arrivée massive de migrants, de nombreux dirigeants européens, particulièrement venant d'Italie, de Malte, d'Espagne et de Grèce, mais aussi du Royaume-Uni et de France, ont fait pression sur l'Union européenne, afin de mettre en place des actions communes de lutte contre l'immigration clandestine.

Pour Henri Labayle (1), directeur du CDRE, laboratoire de recherches spécialisé en matière européenne et notamment en matière de droits fondamentaux, d'immigration et de sécurité intérieure, l'Union européenne « a les moyens de faire face à condition de faire preuve de davantage de solidarité et de renforcer l'espace Schengen ».

Dans une interview accordée au journal Le Figaro, il a expliqué que l'UE « agit déjà, mal ou insuffisamment mais elle agit, seule le plus souvent c'est-à-dire sans l'appui réel

de ses États membres ». La solution d'un co-développement est souvent mise en avant par les politiques, mais pas mises en place, alors qu'il apporterait des solutions viables aux populations désireuses de quitter leur pays pour un avenir meilleur, et aux États qui peinent à gérer le flux migratoire constant.

Cependant, « cette prise en charge internationale exige des efforts et de la compétence, tant de la part des États membres de l'Union, contraints à une lecture qui ne soit plus celle de leurs propres intérêts, et de l'Union européenne qui en fasse une priorité de sa diplomatie si celle-ci existe un jour », a indiqué Henri Labayle.

Pour de nombreuses associations et ONG, il existe des solutions pour éviter de tels drames, mais la volonté politique tarde à ériger une réelle politique globale à la fois aux frontières de l'Europe, mais aussi auprès des États concernés, avec lesquels la coopération pourrait aller au-delà de l'aspect immigration, mais développement économique.

Traiter la situation humainement

Pour l'heure, les responsables politiques mettent la faute sur les passeurs considérés comme les « nouveaux esclavagistes », a indiqué Mateo Renzi, Premier ministre italien et François Hollande, ce dernier a été plus loin, les désignant de « terroristes » lors d'une interview sur Canal +. Cependant, l'inaction de l'UE reste au centre des débats, pour le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy, la situation actuelle en va de « la crédibilité de l'Europe ».



Plusieurs dizaines de milliers de Syriens vivent dans ce camp de réfugiés en Jordanie. C'est aussi parmi les victimes de la guerre que se trouvent les candidats à la dangereuse traversée de la Méditerranée. (UN Photo/Mark Garten)

Malgré les déclarations, la mesure tardent à se mettre en place. Tout d'abord, l'aide que pourrait fournir l'UE au gouvernement d'union nationale en Libye est toujours en débat. Le pays est le point de départ des migrants, mais le contexte politique reste difficile. Ensuite, la possibilité de dépêcher des navires de guerre au large de ses côtes pourrait entraîner d'autres départs de migrants. En effet, d'après l'agence de presse, Reuters, les autorités européennes craignent que les migrants comptent sur ces patrouilles pour les secourir en mer.

Cet argument évoqué par certains responsables politiques est vivement critiqué par Jean-François Dubost, d'Amnesty International France, qui constate que depuis l'arrêt en octobre 2014 de l'opération de secours lancée par l'Italie, Mare Nostrum, les flux migratoires se sont intensifiés. Pour ce dernier, « il y a un manque de volonté politique

de la part de l'Union européenne qui ne voit cette question de l'immigration clandestine que sous l'angle économique. Or, les candidats à l'immigration viennent en Europe, car ils sont acculés et n'ont pas d'autres solutions ».

En effet, « étiqueter les migrants et demandeurs d'asile, de clandestins ou d'illégaux dès qu'ils cherchent à fuir un conflit (...), les considérer comme une menace publique sous prétexte qu'ils importeraient leurs problèmes avec eux, et les transformer de populations soumises à un risque en populations dangereuses, voire les considérer en bloc comme des criminels, ou des alliés du terrorisme international, ne peut apporter un socle rationnel ou même raisonnable pour élaborer une politique européenne globale sur l'espace migratoire et pour gérer les relations de l'Union avec les pays qui l'entourent dans un cadre de liberté et de respect des individus qui circulent », ont expli-

qué les chercheurs de « Culture et Conflits », dans un article commun (2).

(1) Henri Labayle, professeur agrégé des facultés de droit françaises, en poste à la faculté de Bayonne, à l'université de Pau. Il dirige le CDRE, laboratoire de recherches spécialisé en matière européenne et notamment en matière de droits fondamentaux, d'immigration et de sécurité intérieure. Il est également membre du réseau Odysseus et directeur du GDR « Droit de l'espace de liberté, sécurité, justice ».

(2) « Une politique européenne commune sur l'immigration clandestine ? Sangatte et au-delà », Paru dans Cultures & Conflits, 45 | printemps 2002

Bann plantaj, a par kann, lé kapab pous an avan nout dévlopman ékonomik.. Gèrniome-katryèm morso

Lo L'artik samdi 18 avril, G. Gauvin la mète an kréol rényoné.

A-In nouvell'aktyalité pou komansé :

In sosyété bann shinoi, Camenae, promyé sosyété bann shinoi pou bann produi d'boté i ansèrv lo zuil ésansyèl, la fé in sézour La Rényon pou vni pass komann l'ésans gèrniome Bourbon. L'avé tout in délégasyon bann médyà zot péi avèk zot avèk zot Nout gèrniome i sa ansèrv de baz pou fabrik tout in game produi. Anplis ké sa banna i sava tourn in fime dsi La Rényon. Lo sosyété i sava ashté l'ésans la CAHEB é konmsa va donn in l'élan lo komèrs bann produi d'liks. Zot i trouv pa sa drol ? Pars, zot i koné La Chine sé lo péi ki produi lo plis l'ésans gèrniome. Lé pa étonan si ni koné ké l'ésans gèrniome La rényon sé lo promyé prodiktèr la kalilté. (in lartik i sort dann Zinfo 974 moin la mète an lang kréol)

B) Kèl sèrvis l'ésans gèrniome bourbon i pé rann anou.

In dosyé dsi internet : Stéphanie Monnatte Lassus, aromatalogue
Révision : Joëlle Le Guehenec, présidente de l'école française d'aromathérapie (EFAI)
Fiche mise en ligne : octobre 2014. Moin la mète sa dan la lang kréol La Rényon.

Gèrniome bourbon :

Li apèl : Géranium bourbon, Géranium bon l'odèr
Li apèl dann lo lang latin : Pelargonium asperum cv Bourbon, Pelargonium graveolens cv Bourbon
Son famiy dann bann plant : Géraniacées
Lo bann ransègnman i trouv dann dosyé-la lé bazé dsi la manyèr demoun i ansèrv de sa ; ; sa lé rokonip par bann espésyalis « l'aromathérapie ». é moin la parti rode sa dann plizyèr dosyé dsi internet.

Astèr mi rapèl lo konpozisyon l'ésans gèrniome bourbon .

Sé in n'afèr moin la fine indiké, éan mèm tan moin la ékri tout bann luil gèrniome na poin lo mèm konpozisyon é sé sa k'i fé désèrtin na pli bon kalité.. L'uil de gèrniome Bourbon, fé La rényon lé lo pli bien aprésyé . Sé èl k'i ansèrv pou ziz lé z'ot , sé èl k'i ansèrv pou ziz la kalité l'ésans. Dabor na poin in bonpé cétone anndan é d'aprè sak i di sé sa k'i fé lo kalité nout l'ésans. Arzout èk sa bann l'alkol nana anndan konm lo citronèl, lo géraniole té i di sa lo rodinol, é lo linalol.

Koman luil gèrniome i ansèrv médikaman.

Solon bann aromatalog bien répitè l'ésans gèrniome i pé ,ède songn in bonpé kayité maladi :

L'infeksyon par bann viris épi par bann baktéri. Li pé z'ète in bon trètman pou l'akné, bann brilir, la kouproz, bann dermatoz. Li lé bon osi pou bann mykoz la po, bann po lé fine afayir, bann boubou, lo koupir konm sègnman lo né, bann rid, vèrjètir, zémoroïd, bann krévas dis tété bann madam, bann maladi la linf, bann vène, lo doulèr d' règ, doulèr lo misk, doulèr artikilèr, épi rématis.

Armète la dsi, li donn la min pou kalm l'azitasyon d'moun, pou demoun angoisé, pou sak i gingn pa bien konsantr z'ot léspri, sak la poin konfyans dan zot, bann moun déprimé, sak lé émosyoné pou arien, sak i dor pa bien, sansa avèk difikilté, sak lé an kolèr pou in ouï pou in non, domoun nèrvé, éstrésé, mové z'imèr pli souvan ké zot tour.

L'uil gèrniome lé an kapasité pou :

- arète l'émozazi (propriété Hémostatique)
- sikatriz bann boubou (propriété Cicatrisante)
- arète bann doulèr i sava épi i rovien (antispasmodique : médicaman pou arète bann spasm) : kontraksyon, la kranp ,konvilsyon.
- kont l'inflamasyon (sa i diminyé doulèr z'artikilasyon.
- kont l'inféksyon
- donn l'ènèrzi bann z'organis(par lo sistèm linfatik)
- stimilasyon lo foi, épi lo pankréa. Stimulante hépatique et pancréatique
- i kalm, i rolaks.

Koman i ansèrv médikaman –la

Les indications ci-dessous sont listées par ordre alphabétique :

Bienfaits immunitaires :

I pé fé z'inalasyon, i pé difizé, i fé masaz lo do, kolonn lo dosou d'pyé. I pé songn osi par anndan solman i fo domann konsèy in profésyonèl. vèrtébral

In bon l'éfè pou la po :



– Pou l'Akné, lo Brilir , lo Couperose, lo Dermatosse. Fisir. Mykoz pou la po , lo zong : i fo délyè dann luil vézétal konm luil z'amann épi pass sa dsi lo bout i fé mal. diluer . La po abimé, sèk: konm an o la.. Boubou, koupir avèk singnman konm l'ìlsèr bann varis : mélanz dann l'uil épi pass dsi bann l'androi lé ataké. Pou bann ride, délyè dann in l'uil vézétal sansa in krèm, épi pass dsi lo morso ataké. Singnman d'né :fons in koton tranpé dann gér dann lo trou d'né. Pou bann vergetur, i fo délyè dann luil vézétal, sansa in krème épi pass dsi lo bout l ataké.

Bienfé pou la dizéstion :

- Mykoz: alé rann in vizit in profésyonèl(in thérapeuthe)
- Troub la dizésyon, la nozè : parèy ké an l'èr-la.

Bienfé pou lo kardio-vaskilèr :

- z'émoroïd : pass inn-dé gout l'ésans dsi lo bout ataké.
- Pou la linf é pou lo vène : délyè dann luil épi friksyone la zannm.

Bienfé pou lo sistèm iro-zénital.

- Mykoz vazinal : rann vizit in profésyonèl.

– Lo sin bann madam i donn de lé zanfan : dilèy dann luil vézétal konm luil zamann épi aplik dsi bann morso i fé mal.

– Troub lé règ : mass lo ba d'avant.

Bienfé pou bann misk épi bann z'artilasyon

Dsi lo plan psycho-émotionnel

L'ésans gèrniome i kalm é i trankiliz lo moun. I donn la fors lo moral.

Pou pran prékosyon

Lo myé sé oir in thérapeute pou pran l'ésans gèrniome dann lo méyèr kondisyon.

Prékosyon pou pran l'uil gèrniom

Compte tenu de ses propriétés curatives l'essence de géranium n'est pas anodine et le patient peut être utilement conseillé par le thérapeute.

Oté

I tronp in moun in fwa, i tronp pa toulmoun toultan !

La radio, la télé i anons, dann a popré dé sominm ni sar fet in lanivèrsèr. Trwa zan, trwa zan déza, konm lo tan i kour, konm si té yèr la. Souvyin a zot, nou té vé pi war Sarkosy èk son bann, banna la té pou kas tout é konm la di a nou lo shanjman sé pou zordi. Déza dopi 2012, dopi lo 6 mé 2012 la di a nou lo shanjman sé pou zordi, sé pa pou talèr, sé pa pou domin sé pou toudsuit. Té i tonm byin, konm nou té i vé lo shanjman, nout tout nou la koul hollande dan lirn, sèpousa li lé lo prézidan èk plis dé swasant dis pour san, touléka pou nou isi.

Zordi nou lé plis mwatié shomin é mwinn na konm lo santiman sé li ki koul a nou, soré in prété pou in randi ? Mi sort argard in lémissyon télé é la li koz, li koz konm in vié disk réyé, mi domann a mwinn si néna i ékout ankor. Li koz pa si lésansièl, li koz touzour si lakséswar, li koz dan lo vid boudikont. Dan lo lémissyon èk bann jèn, banna la poz a li késtyon si lo shomaz an frans touzour li réponn atann domin, èk in kantité rotrété la desid ropran shomin travay, i vyinbou pi zwinn lé dé bout i di.

Konbyinn dtan ni dwa atann ? Konbyinn dtan bann rotrété va atann ? Minm si mi krwa pa tro sondaz, dopi lo débi, dopi 2012 li dsann an ba, la i prétan zordi lo prézidan lé a tèr, é o plis li avans o plis li anfans. Li pé pa romonté vik domoun i rogard pi télé, domoun i ékout pi radyo, konm si boudikont domoun lé in pé rézigné. I koz ryink pou fé pass lèr dan la boush don ? Aforss, aforss ramass mantri èk domoun, domoun i krwa pi. Konm in pé i di « i tronp in moun in fwa, i tronp pa toulmoun toultan ».

Justin

Dovine dovinaye, kosa in shoz?

Mi kour atèr, mi kour a droite, mi kour a gosh ?

.....

Moin mèm lyane